



# **REFONTE ET MAINTENANCE DU FORUM DE 60 MILLIONS DE CONSOMMATEURS**

---

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**

## TABLE DES MATIERES

1	OBJET DU MARCHÉ- DISPOSITIONS GENERALES .....	4
1.1	Partie contractante.....	4
1.2	Objet du marché .....	4
1.3	Allotissement .....	4
1.4	Forme du marché .....	4
1.5	Durée du marché .....	4
1.6	Evaluation des prestations à réaliser.....	4
2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....	5
3	MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ .....	5
3.1	Désignation des interlocuteurs .....	5
3.2	Conditions administratives d'exécution .....	5
3.3	Délai d'exécution des prestations.....	5
3.4	Emission des bons de commande.....	5
3.5	Annulation des bons de commandes .....	6
4	SOUS-TRAITANCE ET CESSIION DU MARCHÉ .....	6
4.1	Acceptation des sous-traitants .....	6
4.2	Modalités de paiement direct.....	6
4.3	Cession de marché.....	7
5	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	7
6	CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS – REFACTIONS PARTIELLES et/ou GENERALES.....	7
7	PRIX - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE .....	7
7.1	Formes des prix .....	7
7.2	Contenu des prix.....	7
7.3	Révision du prix .....	8
7.4	Règlement des comptes .....	8
7.4.1	Paiements et fréquences associées.....	8
7.4.2	Echéancier de paiement de la refonte du forum .....	8
7.4.3	Modalités de paiement .....	8
7.4.4	Mentions de la facture .....	8
7.4.5	Délai global de règlement.....	9
8	PENALITES ET REFACTIONS .....	9
8.1	Pénalités .....	9
8.1.1	Pénalité de retard .....	9
8.1.2	Pénalités de non-conformité .....	9
8.1.3	Pénalités de non-respect des normes d'accessibilité.....	9
8.1.4	Pénalités pour non-réalisation de la maintenance et du support .....	9
8.1.5	Pénalités en cas de non-conformité à la RGPD.....	10
8.1.6	Pénalités pour défauts répétés ou non-rectification des bugs .....	10

8.2	Réfactions .....	10
9	CLAUDE DE CONFIDENTIALITE .....	10
10	PLAN D'ASSURANCE QUALITE FOURNISSEUR.....	11
11	RESPONSABILITE DU TITULAIRE .....	11
12	PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	11
12.1	Droits détenus par l'INC .....	11
12.2	Transfert de propriété .....	12
12.3	Garantie du Titulaire .....	12
13	DOCUMENTS A PRODUIRE .....	12
14	DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE.....	12
15	RESILIATION .....	13
15.1	Résiliation pour faute.....	13
15.2	Résiliation pour motif d'intérêt général .....	13
16	DIFFERENDS ET LITIGES .....	13
17	TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	13
18	DEROGATION AU CCAG-TIC .....	13

# 1 OBJET DU MARCHE- DISPOSITIONS GENERALES

## 1.1 Partie contractante

Le marché est passé pour le compte de l'INC, représenté par son directeur général. L'INC est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) dont le siège est situé à :

76, avenue Pierre Brossolette  
CS 10037  
92241 MALAKOFF Cedex  
France

## 1.2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la refonte et la maintenance du forum de discussion pour le site internet de 60 millions de consommateurs.

La description des prestations figure au C.C.T.P.

## 1.3 Allotissement

Le marché n'est pas alloti, conformément aux dispositions de l'article L2113-11 du code de la commande publique.

## 1.4 Forme du marché

Il s'agit d'un marché à prix composites. Il comprend une partie à prix global et forfaitaire pour la refonte et sa maintenance et une partie à bons de commande pour les demandes d'évolution.

Pour la partie à bons de commande, le marché ne comprend pas de montant minimum et comprend un montant maximum de 50 000 euros pour sa durée totale.

## 1.5 Durée du marché

Le présent marché est conclu de sa date de notification au 3 mars 2026 pour sa première période. Il sera reconduit tacitement par période d'une année. Sa durée totale ne pourra pas excéder quatre années.

L'INC pourra prendre chaque année et au plus tard dans un délai de 60 jours avant la fin de la période annuelle, la décision de ne pas reconduire le marché, sans que le titulaire ne puisse la refuser.

## 1.6 Evaluation des prestations à réaliser

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, le soumissionnaire aura pris soin de signaler par écrit à l'INC toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer d'imprécisions, d'erreurs, d'omissions ou de contradictions du CCTP pour justifier une demande de supplément.

Les anomalies survenant au cours du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure seront réputées être comprises dans l'économie du marché.

Les aléas qui donneraient naissance à une interruption provisoire des prestations sans bouleverser l'économie du marché ne feront pas l'objet d'ajustements de la part de l'INC.

## 2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement « AE - INC 2025-046 » et ses annexes financières :
  - Décomposition des prix globaux et forfaitaires (DPGF)
  - Bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) INC 2025-046 ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Technologies de l'Information et de la Communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et dit CCAG-TIC ci-après. Ce document, bien que non joint au marché, est réputé bien connu et le titulaire du marché reconnaît expressément son caractère contractuel ;
- la proposition technique du titulaire (cadre de réponse, puis mémoire, le cas échéant).

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature par le titulaire du présent marché.

Seuls les exemplaires conservés dans les locaux de l'INC font foi.

## 3 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

### 3.1 Désignation des interlocuteurs

- D'une part, l'INC, représenté par son directeur, désigné dans les pièces du marché par l'expression « l'INC » ;
- D'autre part, le prestataire de service qui conclut le marché avec l'INC et désigné dans les pièces du marché par l'expression « le titulaire ».  
Le titulaire désigne, dès la notification du marché, un responsable ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de l'INC ou de son représentant. Ce responsable est désigné dans le présent CCAP par l'expression « le représentant du titulaire ».  
Il s'agit d'un interlocuteur unique (avec un numéro unique) qui assure le suivi administratif et commercial du marché.

### 3.2 Conditions administratives d'exécution

Le titulaire est entièrement responsable de la bonne réalisation du marché.

### 3.3 Délai d'exécution des prestations

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations conformément au calendrier et délai que le titulaire a proposé dans son offre.

En cas de non-respect de ces délais, les pénalités prévues à l'article 8 du présent document sont applicables.

### 3.4 Emission des bons de commande

Pour la partie forfaitaire, la notification du marché vaut commande des prestations.

Pour la partie à bons de commande, le marché s'exécutera par bons de commande émis au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commandes préciseront les prestations à déclencher et les quantités associées.

Les bons de commandes envoyés par l'INC antérieurement à la date de fin du marché continueront à produire leur plein effet jusqu'à 4 mois après la fin du marché.

### 3.5 Annulation des bons de commandes

Tout bon de commande émis et n'ayant pas fait l'objet d'un début de réalisation peut être annulé à tout moment par l'INC.

En cas d'annulation d'un bon de commande en cours de réalisation, un décompte de résiliation partiel est effectué en appliquant au bon de commande les dispositions prévues à l'article 52 du CCAG-TIC.

## 4 SOUS-TRAITANCE ET CESSION DU MARCHÉ

### 4.1 Acception des sous-traitants

Conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et aux articles L2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-16 du code de la commande publique, le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sans avoir obtenu de l'INC l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à l'INC ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitée précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités ;
- d) Lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant ainsi que les modalités de règlement de ces sommes.

Le silence de l'INC gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Toutefois, lorsque la demande de sous-traitance est présentée avec l'offre du prestataire, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Dans tous les cas, le titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de l'INC des prestations sous-traitées.

### 4.2 Modalités de paiement direct

Conformément au Code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 Euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le titulaire du marché joint en double exemplaire à la facture mensuelle la somme à régler par l'INC à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

### 4.3 Cession de marché

Le titulaire ne peut céder le marché sans un accord préalablement écrit de l'INC.

La cession du marché ne peut être acceptée par l'INC si la cession est jugée irrégulière.

L'INC peut s'opposer à cette cession, sauf lorsqu'il est fait application de la loi n°85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, ou dans les cas de fusion notamment, lorsque l'activité du Titulaire est cédée à la seule condition que le repreneur présente au moins les mêmes compétences et garanties au regard du Titulaire et que le cessionnaire accepte les conditions du marché.

## 5 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de l'équipe nommément désignée pour en assurer la conduite, et si un ou plusieurs membres de cette équipe n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'INC, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un ou des remplaçants et d'en communiquer le(s) nom(s) et les titres à l'INC dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Ce ou ces remplaçants doivent avoir un bagage de qualifications et d'expérience comparable à celui présenté par le titulaire dans son offre.

Le(s) remplaçant(s) est/sont considéré(s) comme accepté(s) si l'INC ne le(s) refuse(nt) pas dans un délai de deux mois à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'INC refuse le(s) remplaçant(s), le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un autre remplaçant et en informer l'INC.

A défaut de désignation, ou si ce remplaçant est refusé dans le délai de deux mois indiqué ci-dessus, le marché est résilié dans les conditions prévues de l'article 39 du CCAG-TIC.

## 6 CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS – REFACTIONS PARTIELLES et/ou GENERALES

Pour chacun des livrables prévu au CCTP, le titulaire s'engage à faire de nouvelles propositions jusqu'à ce que le livrable soit accepté par l'INC. Ces nouvelles propositions ne peuvent faire l'objet d'une facturation supplémentaire.

## 7 PRIX - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

### 7.1 Formes des prix

Les prestations du marché sont basées sur les prix forfaitaires et unitaires fixés dans la DPGF et le BPU.

### 7.2 Contenu des prix

Les prix du marché, exprimés en euros hors TVA, incluent notamment l'ensemble des vacations, dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales, fiscales, para fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Le montant des facturations sera majoré de la T.V.A. au taux en vigueur au moment de l'établissement de la facture. Si ce taux venait à changer au cours du marché, le nouveau taux s'appliquerait de plein droit.

### 7.3 Révision du prix

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

### 7.4 Règlement des comptes

#### 7.4.1 Paiements et fréquences associées.

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre du marché s'effectue sur présentation de factures, suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Les prestations seront réglées après service fait.

Selon qu'il sera isolé ou partie d'une prestation globale, le règlement sera considéré comme acompte ou paiement partiel définitif.

#### 7.4.2 Echancier de paiement de la refonte du forum

L'échéancier de paiement pour la refonte du forum sera le suivant :

1. **Validation des spécifications fonctionnelles et techniques** : 20% du prix global et forfaitaire de la refonte du forum sera versé après la validation par l'INC des interfaces et de l'architecture technique.
2. **Développement et intégration** : 25% du prix global et forfaitaire de la refonte du forum sera versé à mi-parcours du développement
3. **Recette fonctionnelle** : 30% du prix global et forfaitaire de la refonte du forum sera versé après validation du bon fonctionnement du forum selon les exigences du CCTP.
4. **Mise en production et formation** : 15% du prix global et forfaitaire de la refonte du forum sera versé après mise en ligne du forum et formation des équipes.
5. **Fin de garantie et validation finale** : 10% du prix global et forfaitaire de la refonte du forum, 3 mois après la mise en ligne du forum, après vérification de la conformité et de l'absence d'anomalies majeures.

#### 7.4.3 Modalités de paiement

Le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Les informations permettant de déposer les factures sur Chorus portail pro sont les suivantes :

- Siret : n° 38185672300030 ;
- Code service Chorus Pro : FACTURES\_PUBLIQUES
- Engagement(s) : les informations sont référencées sur chaque bon de commande – dans le cartouche Facturation électronique « Références Chorus Pro » ;
- Numéro de marché : INC-2025-046

Ces informations devront également figurer dans l'entête de la demande de paiement.

#### 7.4.4 Mentions de la facture

La facture ou son équivalent mentionne, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et INC),
- L'objet succinct du marché et son numéro,



- Le numéro de compte bancaire ou postal,
- la nature et le prix des prestations réalisées,
- le montant HT de la prestation réalisée,
- le taux et montant de la TVA,
- le montant total TTC.

#### 7.4.5 Délai global de règlement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 60 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INC.

## 8 PENALITES ET REFACTIONS

### 8.1 Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, les pénalités suivantes peuvent être appliquées.

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à des pénalités. Les pénalités sont applicables de plein droit et sont toutes cumulables. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'INC de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

En cas de mauvaise exécution des prestations, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

#### 8.1.1 Pénalité de retard

Cette pénalité est applicable en cas de non-respect des délais fixés pour la livraison des différentes phases du projet. En cas de retard à chaque jalon ou livraison intermédiaire spécifiée dans le planning du projet, une pénalité d'un montant de 0,5% du prix global et forfaitaire de la refonte du forum pourra être appliquée par jour de retard. Cette pénalité est plafonnée à 10% du prix global et forfaitaire de la refonte du forum.

#### 8.1.2 Pénalités de non-conformité

Cette pénalité est applicable si le titulaire livre des éléments qui ne respectent pas les spécifications techniques ou fonctionnelles définies dans le cahier des charges. Après vérification par l'équipe de l'INC que les livrables respectent les exigences contractuelles, le titulaire encourt une pénalité de 3% du prix global et forfaitaire de la refonte du forum, par manquement constaté.

#### 8.1.3 Pénalités de non-respect des normes d'accessibilité

Cette pénalité est applicable si le forum ne répond pas aux normes d'accessibilité web stipulées dans le cahier des charges (RGAA, WCAG 2.1). Après évaluation de l'accessibilité par l'équipe de l'INC à la livraison du forum, le titulaire encourt une pénalité de 2% du prix global et forfaitaire de la refonte du site, par critère non respecté.

#### 8.1.4 Pénalités pour non-réalisation de la maintenance et du support

Cette pénalité est applicable si le prestataire ne fournit pas le support et la maintenance dans les délais ou conditions prévus au marché. Sur la base des engagements de support et maintenance définis dans

le présent marché, le titulaire encourt une pénalité de 2% du montant forfaitaire annuel de maintenance par jour de non-conformité ou d'interruption du service.

#### 8.1.5 Pénalités en cas de non-conformité à la RGPD

Cette pénalité est applicable en cas de manquement aux obligations de conformité avec le RGPD concernant la gestion des données personnelles. Le titulaire encourt une pénalité de 5% du montant forfaitaire annuel de maintenance par incident de non-conformité.

#### 8.1.6 Pénalités pour défauts répétés ou non-rectification des bugs

Cette pénalité est applicable si les défauts identifiés ne sont pas corrigés dans les délais convenus ou si des problèmes similaires se reproduisent après correction (Basé sur les engagements du SLA (Service Level Agreement) et les délais de correction définis). Le titulaire encourt une pénalité de 3% du montant forfaitaire annuel de maintenance par semaine de défaut non corrigé après le délai imparti.

Les pénalités cumulées prévues aux articles 8.1.1 à 8.1.6 ci-avant sont limitées à 40% du montant total du marché.

Ces pénalités peuvent s'appliquer sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable.

Cependant, lorsque l'INC envisage d'appliquer des pénalités de retard, il peut inviter, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans les 15 jours où lorsque les éléments de réponse transmis par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable, les pénalités sont appliquées.

## 8.2 Réfactions

Les réfactions sanctionnent les non-exécutions de la prestation, qu'elles soient partielles ou totales.

Elles s'additionnent aux pénalités prévues à l'article précédent.

La non-exécution de la prestation donnera lieu à une mise en demeure. Celle-ci indique la date limite avant laquelle le titulaire devra effectuer la prestation et pourra prendre la forme d'un courrier, d'un courriel ou d'une télécopie.

A l'issue de ce délai, la non-exécution de la prestation entraîne le rejet de la prestation sans mise en demeure préalable. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire réaliser la prestation par une autre entreprise aux frais exclusifs du titulaire.

En cas de non-exécution de la prestation 2 mois de suite, ou 2 fois sur une période de 6 mois le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire conformément à l'article correspondant du présent CCAP.

## 9 CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Conformément à l'article 5 du CCAG-TIC, le titulaire est tenu à une stricte obligation de confidentialité, qui inclut le respect des règles relatives à la protection des données personnelles. Cette obligation porte notamment sur l'accès aux systèmes, aux outils, logiciels, applications, bases de données et matériels.

En cas de doute sur le caractère confidentiel d'une information, d'un document ou de tout autre élément auquel il aurait accès, le titulaire est tenu d'interroger l'INC sur ce point.

Tant que l'INC ne s'est pas prononcé, son obligation de confidentialité s'applique.

Toute méconnaissance de cette obligation engage la responsabilité contractuelle du titulaire, sans préjudice des actions civiles ou pénales qui pourraient être introduites par des tiers.

Une attention particulière doit être portée aux obligations suivantes, dans le cadre de la maintenance du site :

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel, et veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité de ses données. Le prestataire déclarera l'identité des salariés affectés au traitement de l'espace dédié de l'INC et remettra à l'INC l'engagement personnel de chaque agent au respect de la confidentialité des données traitées ;
- notifier à l'INC toute violation de donnée à caractère personnel dans un délai maximum de 4 heures après en avoir pris connaissance et par tout moyen. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'INC, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente dans les 72 heures ;
- faire procéder à l'agrément préalable par l'INC de tout sous-traitant pouvant intervenir dans le traitement des données.

## 10 PLAN D'ASSURANCE QUALITE FOURNISSEUR

Le prestataire qui est certifié Qualité fournit dans son offre un plan d'Assurance Qualité Fournisseur détaillant les actions Qualité qui seront mises en œuvre afin de vérifier la conformité du produit/service aux exigences Qualité de son périmètre d'activité.

## 11 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire assumera les conséquences de ses propres défaillances et de celles de son ou de ses sous-traitants quelle que soit la nature des prestations, et quel que soit le lieu de leur exécution.

L'Institut se réserve le droit de réclamer au titulaire l'indemnisation des conséquences financières de ces défaillances.

## 12 PROPRIETE INTELLECTUELLE

### 12.1 Droits détenus par l'INC

L'actuel forum du site [https:// www.60millions-mag.com/](https://www.60millions-mag.com/) est la propriété exclusive de L'INC. L'institut est seul habilité à utiliser les droits de propriété intellectuelle et droits de la personnalité y afférents, notamment marques, modèles, droits d'auteur, droit du producteur de base de données, et droit à l'image, à titre originaire ou par l'effet d'une autorisation expresse.

Le code de la propriété intellectuelle et, plus généralement, les traités et accords internationaux comportant des dispositions relatives à la protection des droits d'auteurs, interdisent, quel que soit le procédé utilisé, la représentation ou la reproduction de tout ou partie des pages de ce portail pour un usage autre que privé, ou la modification sans l'autorisation expresse de l'auteur ou de ses ayants cause.

En conséquence, toute reproduction et/ou diffusion de tout ou partie de ce portail, par quelque personne que ce soit non expressément et préalablement autorisée par l'INC, constituerait une contrefaçon pénalement sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

## 12.2 Transfert de propriété

Le titulaire du marché cède à l'INC, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats du marché, conformément à l'option B de l'article 38 du CCAG-TIC.

Cette cession à titre exclusif porte sur toutes les prestations prévues par le présent marché, sans distinction, notamment l'ensemble droits portant sur site internet, ainsi que les droits d'utilisation, de reproduction et de diffusion de tout ou partie des documents remis.

Ce prix est en toute hypothèse compris dans le prix global et forfaitaire stipulé dans l'acte d'engagement.

## 12.3 Garantie du Titulaire

Le titulaire garantit l'INC contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des prestations réalisées.

Les mesures propres à faire cesser le trouble de jouissance subi par l'INC sont les suivantes, au choix du titulaire :

- soit modifier ou remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché ;
- soit faire en sorte que l'INC puisse utiliser les éléments en litige sans limitations et sans paiement de droits de licence.

L'INC, s'il fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété industrielle ou intellectuelle portant sur l'un des éléments des prestations, s'engage pour sa part à :

- aviser le titulaire, dans un délai de huit jours de l'assignation qu'il aurait reçue ;
- l'appeler en cause en qualité de garant et souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense;
- accepter qu'il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de l'INC.

Les stipulations du présent article ne sont pas applicables si la revendication est fondée sur les modifications opérées par l'INC sans l'accord du titulaire.

## 13 DOCUMENTS A PRODUIRE

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire du marché a l'obligation de produire à l'INC, à la **conclusion du marché et tous les six mois** à compter de la notification du marché, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le titulaire doit remettre lors de la conclusion du marché, puis **tous les six mois** jusqu'à la fin du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INC peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

## 14 DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire, d'un montant égal à 10% du montant du présent marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

## 15 RESILIATION

### 15.1 Résiliation pour faute

En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis à l'appui de la candidature ou de l'offre et mentionnés aux R.2142-3, R.2142-4 & R.2143-3 à R.2143-16 du code de la commande publique ou du refus de produire les pièces prévues à l'article D.8222-5 du code du travail conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique, l'accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions des articles correspondant du CCAG-TIC.

Les dispositions des articles 36 et suivants du CCAG-TIC applicables aux différents cas de résiliation sont applicables au présent marché.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les autres obligations du présent marché, l'INC serait en droit de résilier le marché aux torts du titulaire, dans les conditions des articles correspondant du CCAG-TIC et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions des articles correspondant du CCAG - TIC et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions des articles correspondant du CCAG-TIC.

### 15.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans le cas où l'INC souhaiterait mettre fin au marché pour motif d'intérêt général, celui-ci sera résilié à la date fixée dans la décision notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal.

Le calcul de l'indemnité de résiliation s'effectuera conformément à l'article correspondant du CCAG-TIC.

## 16 DIFFERENDS ET LITIGES

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de CERGY, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles D 2197-15 à D 2197-17 du code de la commande publique.

## 17 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute personnellement le présent marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INC et la conclusion préalable d'un avenant. A défaut, le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

## 18 DEROGATION AU CCAG-TIC

Le présent CCAP déroge au CCAG-TIC conformément au tableau ci-dessous.

Article(s) du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du CCAG-TIC au(x)quel(s) il est dérogé
2	4.1

8.1	14
-----	----